

Repenser la sécurité nationale dans le contexte européen

Dr Joanna Frew*



On m'a demandé d'esquisser des approches alternatives de la sécurité européenne pour la France et le Royaume-Uni. Cet exercice a été intéressant : j'ai pu échanger avec mes collègues et identifier certaines similitudes entre les positions de sécurité et de défense du Royaume-Uni et de la France, ainsi que la manière dont les idées de *Rethinking Security* s'appliquent.

Je souhaite tout d'abord souligner certaines des similitudes entre le Royaume-Uni et la France en matière d'approches de la sécurité. Ensuite, je proposerai une critique des approches actuelles de la sécurité nationale. Enfin, je proposerai des alternatives.

Si j'ai le temps, j'aimerais également faire le lien avec la pensée chrétienne. Bien que *Rethinking Security* ne soit pas une organisation confessionnelle, je pense qu'il est important de comprendre comment redéfinir les idées sur la sécurité à la lumière de la foi, et j'aimerais partager certaines idées d'un auteur en particulier. Si le temps me manque, nous pourrons peut-être aborder ce sujet lors de la discussion.

Similitudes entre les dispositifs de sécurité français et britannique

- Héritage impérial : Les deux pays possédaient de vastes empires en Afrique, dans le sous-continent indien, dans les îles du Pacifique, en Asie de l'Est et, après la Première Guerre mondiale, dans certaines zones du Moyen-Orient. De ce fait, ils conservent tous deux des bases militaires dans des lieux éloignés, contribuant à une posture de sécurité qui vise à projeter la force et à intervenir dans des zones qui n'ont que peu à voir avec la défense de la France ou du Royaume-Uni.

- Rôle au sein des Nations Unies : Cet héritage impérial ou puissant du Royaume-Uni et de la France leur confère un rôle privilégié au sein des Nations Unies. Tous deux disposent de sièges permanents au Conseil de Sécurité de l'ONU.

- Armes nucléaires : La France et le Royaume-Uni font partie des neuf États dotés de d'armes nucléaires. Il existe quelques différences à ce sujet : les armes nucléaires françaises sont indépendantes, tandis que les ogives du Royaume-Uni sont « prêtées » par les États-Unis. Cependant, les traités de Lancaster House et, désormais, la déclaration de Northwood rapprochent considérablement la posture nucléaire des deux nations.

- Complexe militaro-industriel : Les deux pays disposent d'un puissant complexe militaro-industriel, et notamment d'un important marché d'exportation. Bien que le Royaume-Uni exerce techniquement des contrôles supplémentaires sur les exportations d'armes, ces deux pays vendent leurs armes à des pays qui commettent des crimes de guerre et/ou des violations des droits humains contre leur propre population.

- Frontières et sécurité intérieure : L'immigration dite illégale est un sujet qui fait régulièrement la une des journaux. Plutôt que répondre aux besoins humains de sécurité des demandeurs d'asile, ces politiques profitent aux entreprises de sécurité et d'armement et visent à afficher une posture intransigeante auprès de l'électorat.

Compte tenu des nombreuses similitudes des politiques de sécurité des deux pays, nous devons nous demander d'où proviennent ces politiques et si elles sont efficaces.

Les problèmes de sécurité nationale

Actuellement, les États européens sont confrontés à de graves problèmes : un régime russe expansionniste, des cyberattaques, le dérèglement climatique, le risque d'attentats terroristes, la gestion du flux important d'immigrants et les défis politiques posés par l'extrême droite, y compris l'incertitude quant à la fiabilité des États-Unis comme allié.

Cependant, aborder toutes ces questions dans un cadre de sécurité nationale très restreint compromet souvent la sécurité réelle et ne s'attaque certainement pas aux causes de l'insécurité. Je souhaite analyser ce que l'on appelle la sécurité nationale et certains des problèmes qui l'entourent.

- La « sécurité » nationale est au cœur de l'État : l'État est à la fois le sujet et l'objet de la sécurité. Il est l'entité à sécuriser et celle qui assure la sécurité. Bien que l'autodétermination d'une nation soit devenue la façon dont le monde est organisé, la notion d'État reste un concept abstrait. « Assurer la sécurité de sa population » est souvent décrit comme le premier devoir d'un gouvernement. Mais nous devons nous demander si la « sécurité » nationale, telle qu'elle fonctionne actuellement – privilégiant l'État – est le meilleur moyen de garantir la sécurité des populations et de la planète. Il n'est pas nécessaire de supprimer l'État, mais il est possible de modifier l'approche de la sécurité pour mettre au premier plan les êtres humains et la planète – autrement dit, humaniser l'État.

- La « sécurité » nationale est fortement militarisée : du fait de la nature état-centrée de la politique de sécurité nationale actuelle, elle privilégie également les réponses militarisées aux menaces. L'idée est que projeter sa puissance ou sa force permettra de maintenir la sécurité de l'État. Je ne connais pas bien la politique française, mais le Royaume-Uni fait figure d'exception parmi les États européens par son étroitesse d'esprit sur ce sujet. Les stratégies de sécurité nationale de nombreux autres pays intègrent les préoccupations de sécurité humaine et les moyens appropriés pour y faire face.

- La « sécurité » nationale est un domaine exclusif de l'élaboration des politiques : ceux à qui l'on confie les questions de sécurité nationale, du moins au Royaume-Uni, ont tendance à appartenir à un cercle très restreint.

Une de nos collègues d'une organisation partenaire ayant travaillé à Westminster a déclaré que ces personnes remplissent une « liste d'attributs invisibles » : être un homme,

blanc, issu de la classe moyenne, avoir suivi des études privées et à Oxbridge, et avoir un lien familial avec l'armée ou la politique étrangère. En tant que jeune femme de couleur, elle ne pouvait se faire entendre que par l'intermédiaire de quelques alliés masculins de confiance. Ceux qui correspondent à la liste des personnes invisibles ont probablement une façon de penser similaire, ce qui crée de nombreux angles morts dans l'élaboration des politiques.

- La « sécurité » nationale est un domaine politique statique : peut-être en raison de cette exclusivité ou de cet élitisme dans l'élaboration des politiques, la stabilité est privilégiée par rapport à d'autres résultats. Par exemple, à l'heure actuelle, alors que la présidence Trump sape le consensus international d'après-guerre et soutient activement les mouvements d'extrême droite qui déstabilisent la politique européenne, les membres de l'OTAN (en particulier le Royaume-Uni) se plient aux nouvelles attentes plutôt que de sortir des sentiers battus. La collaboration franco-britannique sur les armes nucléaires ne constitue pas une « pensée différente ». Elle continue de fonder la sécurité sur l'idée de dissuasion nucléaire, renforçant au lieu de remplacer les postulats de l'OTAN dirigée par les États-Unis.

- La « sécurité » nationale est intenable : utiliser une approche hautement militarisée de la sécurité, formulée par un petit groupe d'individus partageant les mêmes idées, pour faire face à de prétendues menaces est intenable. En réalité, la projection de force, la menace de recours à la force et les opérations compétitives engendrent l'insécurité. Il est clair que ce type de sécurité a échoué, comme le reconnaissent d'ailleurs ses partisans. L'Afghanistan en est peut-être l'exemple le plus flagrant. Une guerre et une occupation pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme ont laissé le pays en ruine et entraîné le retour des talibans. De plus, l'idée que l'OTAN ait réussi à contenir l'expansion russe apparaît largement erronée. Enfin, la militarisation est totalement intenable pour la planète et ne contribue en rien à résoudre l'insécurité que nous connaissons face au changement climatique.

C'est pourquoi nous avons dramatiquement besoin d'alternatives : au lieu de chercher à projeter la force, les décideurs politiques doivent rechercher la coopération et la sécurité mutuelle sur un large éventail de questions qui concernent les populations et la planète.

Alternatives

Il existe de nombreuses méthodes éprouvées pour construire une sécurité durable que les décideurs politiques devraient conserver à leur disposition. Je souhaite présenter quelques principes sur lesquels s'appuyer pour construire une sécurité durable, ainsi que quelques exemples de ce à quoi cela pourrait ressembler aujourd'hui, grâce aux outils disponibles.

Tout d'abord, plutôt que d'aborder la politique de sécurité en mettant l'État-nation au premier plan, nous devons la concevoir en termes de besoins mondiaux, communautaires et individuels.

- Mondial : Nous sommes confrontés à des menaces existentielles pour la planète, telles que le réchauffement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité. Leurs impacts, tels que les phénomènes météorologiques extrêmes, les pandémies potentielles et les mauvaises récoltes, nécessitent des efforts de coopération mondiaux (et pas seulement nationaux ou européens) et l'écoute de ceux qui proposent des solutions concrètes et réalisables, mais qui ne sont généralement pas impliqués dans les politiques.

- Communautaire : Dans des États comme la France et la Grande-Bretagne, certaines communautés sont souvent les plus touchées par les politiques de sécurité strictes. Au Royaume-Uni, et j'en suis sûr en France, les stratégies antiterroristes ont ciblé les communautés musulmanes et porté un préjudice considérable aux individus et aux familles, ainsi qu'à la confiance au sein de la société. Les migrants, les voyageurs et les militants sont

tous perçus comme des menaces, et le racisme systémique persiste au sein des services de police et d'autres institutions. Le principe d'une sécurité fondée sur la communauté interroge sur la manière dont toutes les communautés peuvent se sentir en sécurité, et sur la manière dont le dialogue et l'inclusion peuvent surmonter les divisions.

Il est également important que des questions telles que la santé, le logement, l'emploi et la protection sociale, l'accès à l'alimentation et l'environnement soient prises en compte dans la sécurité durable des communautés.

- Individuel : Les enjeux mentionnés ci-dessus touchent également les individus, mais d'autres questions méritent également d'être prises en compte au niveau individuel. Les individus sont-ils capables d'utiliser pleinement leurs capacités au sein de la société ? Sont-ils protégés, quelle que soit leur identité ?

Plutôt que de garantir la sécurité de l'État et de ses institutions, parfois au détriment du climat ou de certaines communautés au sein de l'État, la politique devrait servir les intérêts mondiaux, les communautés et les citoyens ordinaires.

Par quoi les décideurs politiques devraient-ils commencer ? Dans *Repenser la sécurité*, nous identifions six principes :

- Durabilité : Il n'y a pas de sécurité sur une planète morte. Nous devons placer la justice climatique et la restauration de la nature au cœur de tout. Cela nécessite de s'attaquer aux causes du dérèglement climatique, comme notre dépendance aux énergies fossiles, et de soutenir les régions les plus touchées par des mesures d'adaptation et d'atténuation.

- Solidarité : Personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas. La politique de sécurité doit d'abord cibler ceux qui sont confrontés à l'insécurité, et non protéger ceux qui sont déjà en sécurité au détriment des autres.

- Justice : Les droits, l'équité et l'égalité sont essentiels à la sécurité. C'est à cela que mènera la solidarité. Maintenir le *statu quo* qui privilie certains groupes de nos sociétés ne produira jamais une véritable sécurité.

- Inclusivité : L'opinion de chacun sur la sécurité est importante. L'élaboration des politiques de sécurité ne devrait pas être l'apanage des militaires et des entreprises d'armement. La sécurité est bien plus large que la défense et doit être construite de par le bas.

- Responsabilité : Les définitions, le contrôle et l'impact sont importants.

Contrairement à d'autres domaines de politique gouvernementale, l'efficacité des politiques de sécurité nationale est rarement évaluée. Elle devrait être soumise au même examen que les autres ministères.

- Réflexivité : remettre en question nos hypothèses et nos valeurs. Il est important qu'au lieu de s'enliser dans le *statu quo*, la politique de sécurité s'adapte à l'évolution de la situation, non pas simplement en proposant « plus de fonds pour la défense », mais en remettant réellement en question les hypothèses sur lesquelles repose la sécurité nationale.

Voici quelques exemples d'une approche alternative aujourd'hui :

- Des États comme le Royaume-Uni et la France doivent remettre en question les préjugés selon lesquels les États-Unis sont le garant de la sécurité européenne, compte tenu du retrait de la présidence Trump de l'aide internationale, du développement et de l'action climatique, ainsi que du manque d'engagement envers le droit international et la démocratie elle-même. Repenser le consensus d'après-guerre pour des relations internationales plus équitables est une tâche nécessaire, mais il est important de ne pas jeter le bon côté des choses avec le mauvais. L'expérience européenne à cet égard est riche d'enseignements.

- La politique de sécurité européenne ne peut évidemment pas ignorer la Russie. Le régime nourrit des visées expansionnistes et les cyberattaques, par exemple, sont une menace

réelle. Mais l'expansion continue de l'OTAN et l'exclusion de la Russie du dialogue ne garantissent pas la stabilité. Notre réseau partenaire, *Sicherheit neu Denken*, en Allemagne, a élaboré un « scénario de paix positif » décrivant comment les décideurs politiques européens pourraient contribuer à un cessez-le-feu en Ukraine en soutenant le multilatéralisme et en incluant les pays du Sud et les BRICS (à l'exclusion de la Russie) dans le maintien de la paix. De plus, les acteurs de la paix en Ukraine et en Russie ont beaucoup à dire aux décideurs politiques sur les besoins des populations sur le terrain.

- Enfin, avec la persistance des conflits, de l'instabilité et du dérèglement climatique, les flux migratoires vers l'Europe continueront d'augmenter. Au lieu de renforcer les frontières et d'attribuer d'importants contrats aux entreprises de sécurité et d'armement, les États européens pourraient investir davantage dans des programmes tels que la consolidation de la paix, la sécurité au niveau des communautés, la justice économique, ainsi que l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

Ce ne sont là que quelques exemples de domaines où la politique de sécurité pourrait évoluer, une sécurité fondée sur des principes qui placent les humains et la planète au centre des préoccupations plutôt que sur l'État-nation. La sécurité ne se limite pas et ne doit pas se limiter à la défense, mais doit s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité.

Une perspective chrétienne sur la sécurité

D'un point de vue chrétien, nous devons également nous interroger sur notre adhésion à l'idée que l'État assure ou devrait assurer la sécurité. Les expériences des chrétiens varient considérablement selon les pays et les confessions. Pourtant, il devrait nous sembler problématique que la sécurité de l'État, ou nationale, repose sur la projection de puissance, la concurrence et la menace de la force armée. En particulier, l'idée que la menace d'une guerre nucléaire constitue notre principale défense est inacceptable.

John Heathershaw, théoricien politique chrétien et auteur d'un ouvrage intitulé « La sécurité après la chrétienté », propose des alternatives à la « sécurité de la chrétienté », à une situation dans laquelle « l'Église légitime l'État et le gouvernement sécurise l'Église » (p. 10). Bien que les relations entre l'Église et l'État en France et en Grande-Bretagne soient très différentes, pour de nombreux membres de l'Église, le rôle de l'État est peu critiqué en raison d'une mentalité chrétienne persistante. Lorsque les églises elles-mêmes sont ornées d'insignes militaires et de drapeaux nationaux, il est compréhensible qu'une grande confusion règne parmi les laïcs quant à l'enseignement de Jésus, ou lorsque les Églises semblent légitimer la violence institutionnalisée par l'État, et une société injuste et exclusive.

Un exemple américain illustre ce point. Russell Moore, ancien président de la Convention baptiste du Sud et rédacteur en chef de *Christianity Today*, a déclaré lors d'une interview qu'il avait donnée, je cite : « Plusieurs pasteurs m'ont raconté, en substance, la même histoire concernant la citation du Sermon sur la montagne, dans leur prédication – "Tendez l'autre joue" – [et] que quelqu'un intervenait ensuite pour demander : "Où avez-vous trouvé ces arguments progressistes ?" » Et ce qui m'a alarmé, c'est que dans la plupart de ces cas, lorsque le pasteur disait : "Je cite littéralement Jésus-Christ", la réponse n'était pas : "Je m'excuse", mais : "Oui, mais ça, ça ne marche plus. C'est de la faiblesse. Il est inquiétant que

les fidèles se laissent si facilement influencer par les discours dominants des médias et des politiques. S'en tenir à une sécurité centrée sur le Christ n'est pas une faiblesse, c'est une exigence et un défi difficiles, et nous exposera probablement à l'opposition des structures mêmes de la société – certains théologiens appellent cela « les pouvoirs » – et de ceux qui légitiment une certaine idée de la chrétienté et de la sécurité nationale.

Comme l'écrit John Heathershaw, la solution n'est pas de rechercher un retour à la chrétienté, où la sécurité imposée par l'État devient une forme exclusive de sécurité qui fonctionne pour nous, mais pas pour les autres, et qui ne répond pas aux insécurités sous-jacentes. Il propose plutôt trois principes pour réfléchir à ce que devrait être une sécurité fondée sur le Christ.

- Inclusion radicale : La vie, la mort et la résurrection de Jésus ont brisé les barrières entre nous tous. Toute forme de sécurité exclusive qui cherche à construire la sécurité au détriment d'autres groupes ou personnes devrait être rejetée par les chrétiens.

- Protection non-violente : En gardant à l'esprit l'exemple de la non-violence de Jésus, l'Église devrait s'engager à adopter des méthodes protection des plus vulnérables, plutôt que de soutenir les guerres cautionnées par l'État.

- Une-société d'abondance : notre modèle économique est basé sur la quête de l'avoir, et quelle que soit la richesse d'une famille ou d'une nation, l'objectif est d'avoir toujours plus. Cela engendre une insécurité à tous les niveaux de la société. Pour éviter le dérèglement climatique et environnemental, nous devons repenser notre économie de consommation et trouver des solutions locales et durables.

*Joanna Frew est coordinatrice des actions de sensibilisation pour le réseau *Rethinking Security*. Militante et chercheuse, elle œuvre depuis 20 ans pour la justice économique mondiale, la justice climatique et la lutte contre le militarisme. Elle est également jardinière communautaire, historienne de l'Empire britannique et vit en communauté avec des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le nord de Londres.